



UNIR LES COMMUNISTES

Trimestriel du Réseau *Faire vivre et Renforcer le PCF*

3 € 50

n° 5

Sommaire

- Politique Française** Faut-il soutenir la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 2024 - p. 2 à 5
- Politique Française** A Béziers, les communistes organisent la résistance - p. 6 et 7
- Politique Française** Vers un nouveau rassemblement populaire - Vénissieux, enseignements d'un scrutin - p. 8 et 9
- Politique Française** Pour avancer, tenir compte de l'opinion des communistes - Bassin d'Arcachon - p. 10
- Luttes** Pétition contre la censure et le négationnisme - p. 11
- International** Union européenne, l'impossible démocratie - p. 12 et 13
- International** Donbass, la révolution socialiste - p. 13 à 15

Jun 2015



“Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs” (Marx, Le Manifeste, 1848)

par le Comité de rédaction

La violence des institutions de l'Union Européenne, le mépris des élites médiatiques et des dirigeants européens contre le peuple grec, révèlent toujours plus crûment la nature profonde de la construction européenne, outil de la mondialisation capitaliste, outil de ce qu'il faut bien appeler la “dictature” des oligarchies.

Cette situation bouscule des millions d'habitants. Même les témoignages de grecs pour le “Oui” choisis dans les médias occidentaux, et bercés par cette illusion désespérée qu'est l'idéalisme européen, disent leur refus du diktat de l'austérité.

Elle bouscule aussi toutes les forces politiques, notamment les forces qui ont fait le choix de défendre « une autre construction européenne, une Europe sociale ». Elle bouscule ce qu'il faut bien appeler une “illusion démocratique” qui a fondé les gauches européennes depuis les années 60.

Le cas grec nous rappelle que le capitalisme est d'abord une dictature, celle de la bourgeoisie, qui n'a inventé la démocratie que sous la pression des révoltes populaires, notamment en France, que cette démocratie est au service de la liberté des affaires... et non de la liberté des peuples, pas même des libertés individuelles ! Du refus de tenir compte des NON de 2005, au diktat imposé aujourd'hui au peuple grec, la bourgeoisie se révèle foncièrement antidémocratique et ne peut être combattue dans l'illusion qu'elle serait prête à accepter le verdict des urnes : pour le Chili de 73, l'ambassadeur US avouait longtemps après qu'on ne pouvait penser « que la bourgeoisie allait se suicider dans la joie ».

La situation ukrainienne nous confirme qu'elle a toujours le fascisme à sa disposition pour organiser la guerre dans le peuple, et si besoin, entre les peuples, afin d'interdire que la question de la “guerre des classes” émerge dans les consciences populaires.

Mais cette même violence fait exploser les conditions de la domination idéologique et oblige à regarder le monde en face, tel qu'il est, et non pas tel que les discours médiatiques le présentent. Comme le disait Marx dans le Manifeste en 1848 :

« Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette

insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes ... Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés. ».

Le 30 Mai, nous avons proposé une occasion de faire s'exprimer cette désillusion à Paris. Elle n'a pas eu l'ampleur espérée, mais nous avons eu raison, et il faudra encore et encore chercher les formes et les moments pour que les désillusions européennes et démocratiques se transforment en conscience de la nature du capitalisme mondialisé et des voies de ruptures de société.

Et nous savons qu'il n'existe pas de raccourci aux luttes de classes, pas de “truc” idéologique qui viendrait résoudre d'en haut les questions concrètes qui pèsent sur l'unité des peuples, au local comme au global. C'est pourquoi la grande enquête inaugurée avec le n°3 et la parole aux militants d'entreprise, doit se poursuivre.

Le 16 juin à Lyon, se tenaient deux manifestations, presque en même temps devant la préfecture : celle des “blouses blanches” de Volvo Truck faisant face au plan de destruction de ce qui reste de RVI, et celle de l'UL CGT de Vénissieux St-Fons pour l'emploi avec les syndicats de Bosch, Carbone Savoie, Solvay... Un bon résumé du défi qui nous est posé : comment aider à ce que ces deux manifestations n'en fasse plus qu'une, qu'elles se libèrent des idées dominantes d'acceptation du capitalisme et qu'elles ouvrent un chemin de rupture pour une autre société ?

On ne résoudra pas ce défi par en haut, ni par la seule question politique, en tentant pour la énième fois de créer de manière administrative ce qui nous manque tous, un parti communiste identifié par le peuple comme le parti du monde du travail, le parti d'un autre société. L'émiettement communiste et la mutation du PCF sont des constructions/destructions historiques. On ne peut en sortir que par un processus de travail, à partir des forces militantes, ce qui suppose de respecter chaque situation, et de faire grandir les résistances populaires sans laquelle aucune construction politique révolutionnaire n'est possible.



Faut-il soutenir la candidature de Paris aux jeux olympiques de 2024 ?

par Caroline Andréani

« L'Olympisme n'a jamais été un progressisme, ni un universalisme ou un humanisme. Il a toujours été à la remorque de l'histoire et n'a jamais été visionnaire. »
Patrick Clastres, historien du sport [1]

Au moment où les élus de la ville de Paris, toutes tendances confondues à l'exception des Verts et du Parti de Gauche, plébiscitent la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 2024, il n'est pas inutile de s'interroger sur les véritables objectifs des décideurs politiques.

En 2005, une tribune publiée dans *Le Monde Diplomatique* et intitulée « *Non à l'imposture olympique* » mettait le doigt sur le nœud du problème : « *La concurrence pour les Jeux de 2012 a été l'illustration parfaite du slogan actuel de la mondialisation néolibérale : le monde est une marchandise, et l'olympisme, avec ses cinq anneaux, son logo commercial.* » [2].



Au-delà du discours bien huilé destiné à vendre une vaste opération commerciale, il n'est pas inutile de démystifier le propos et d'identifier les gagnants et les perdants. En dernier ressort, ce sont les habitants qui paieront les dépassements de budgets sur leurs impôts, et qui feront les frais des opérations d'urbanisme destinées à recomposer Paris et sa banlieue, pour en faire une métropole « *compétitive* » dans le cadre de la concurrence entre capitales européennes.

I - Les expériences passées

□ Une compétition qui consacre invariablement la victoire des pays les plus riches

Le discours pro-olympique met en avant l'« *esprit sportif* », l'« *esprit d'équipe et de compétition* », les « *principes éthiques* », le « *développement harmonieux de l'homme en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine* ». Ce discours convenu est plus vendeur que la réalité : une compétition féroce pour augmenter parts de marché et dividendes, où les puissants écrasent les faibles, reproduisant les inégalités les plus crues jusque dans les résultats sportifs.

Les résultats par pays montrent que les trophées sont l'apanage des pays riches et développés. Ce qui est logique : seuls ces pays sont capables d'entraîner des sportifs de haut niveau dans toutes les disciplines, de les encadrer, de les suivre techniquement et psychologiquement plusieurs années pour les présenter dans des compétitions internationales.

Le palmarès des Jeux Olympiques est terriblement révélateur [3].

A Londres en 2012, les trois pays les plus médaillés étaient les États-Unis, avec 103 médailles dont 46 en or, suivis par la Chine – 88 médailles dont 38 en or – et la Grande-Bretagne, pays organisateur, avec 65 médailles dont 29 en or. Les trois derniers étaient le Maroc, le Koweït et le Tadjikistan.

A Pékin en 2008, les trois premiers étaient : Chine (110 médailles), États-Unis (100) et Russie, avec respectivement 51, 36 et 23 médailles d'or, et les derniers : Ile Maurice, Togo et Venezuela.

Aux Jeux olympiques d'Athènes en 2004, même trio gagnant : États-Unis (35 médailles d'or), Chine (32) et Russie (28), les trois derniers étant la Mongolie, la Syrie et Trinité-et-Tobago.

Comme l'écrivaient les trois universitaires et spécialistes du sport signataires de la tribune « *Non à l'imposture olympique* » : « *Les "principes éthiques" du CIO, qui brassent manifestement du vent, représentent surtout un parfait alibi pour légitimer l'ordre inique du monde avec lequel le mouvement olympique a toujours pactisé* » [4].

□ Gabegie financière

Si dans les années 60, les responsables politiques n'avaient pas le recul nécessaire lorsqu'ils concouraient à l'organisation de grands raouts économico-médiatiques, ils ont aujourd'hui toutes les données en main. Et les premières sont financières.

Depuis 30 ans, le dépassement des budgets initiaux est la règle. Wladimir Andreff, professeur émérite à la Sorbonne et président d'honneur de l'*International Association of Sports Economists*, impute cela au mode d'attribution des jeux par le CIO, sous forme d'enchères dont les villes organisatrices ne connaissent pas la valeur exacte. Pour remporter les jeux, les villes présentent des dossiers de candidature qui minorent les coûts d'organisation et surenchérisent sur les manifestations comme la cérémonie d'ouverture ou les infrastructures. Toutes choses qui n'impactent pas le CIO, les infrastructures non sportives et les événements festifs relevant du financement exclusif des villes organisatrices. C'est ce que Wladimir Andreff appelle la « *malédiction du vainqueur de l'enchère* » [5].

Le coût réel de l'organisation des Jeux Olympiques stricto sensu (infrastructures sportives et hébergement) est généralement supérieur de 30% au coût prévu. Mais les dépassements peuvent être bien supérieurs : l'organisation des Jeux de Sotchi, estimée à 10 milliards d'euros lors de la candidature, a finalement été de 46 milliards [6] !

Une situation qui a eu de graves répercussions en Grèce. Le journal *Les Echos* titrait en juillet 2006 : « *JO d'Athènes : les plus coûteux* » : « *La facture des jeux Olympiques d'été pourrait dépasser les 6 milliards d'euros et pénaliser les contribuables grecs pour une décennie au moins* » [7]. Le budget initial de 4,6 milliards d'euros a en fait atteint 11,2 milliards. Certaines estimations vont même jusqu'à 20 milliards. Le déficit budgétaire de la Grèce était de 3,7% du PIB en 2002 ; il est passé à 7,5% l'année des JO. Les dettes de l'Etat sont passées, elles, de 182 à 201 milliards d'euros dans la même période [8]. L'organisation des JO a donc largement contribué à appauvrir l'Etat grec – et à faire le lit de la crise financière –, quand d'autres acteurs se sont grandement enrichis.

Les bénéficiaires des dépassements sont les organisateurs – CIO, FIFA pour les coupes du monde de football –, les « *sponsors* », les promoteurs immobiliers et les géants du BTP.

[1] Sylvain Mouillard, « *L'olympisme n'a jamais été un progressisme* », Libération, http://www.liberation.fr/sports/2012/07/26/l-olympisme-n-a-jamais-ete-un-progressisme_835692, juillet 2012.

[2] Jean-Marie Brohm, Marc Perelman, Patrick Vassort, « *Non à l'imposture olympique* », *Le Monde Diplomatique*, http://revueillusio.free.fr/textes%20en%20ligne/imposture_olympique-2.pdf, juillet 2005.

[3] Cf. le tableau des palmarès publié par Wikipédia sur Internet.

[4] Jean-Marie Brohm, Marc Perelman, Patrick Vassort, op. cité.

[5] Wladimir Andreff, « *Un Mondial de football toujours plus cher que prévu : la malédiction du gagnant* », Huffington Post, http://www.huffingtonpost.fr/wladimir-andreff/cout-organisation-coupe-du-monde_b_5528385.html, 25 juin 2014.

[6] Cédric Reichenbach, « *Les villes olympiques se ruinent depuis trente ans* », *Echo Magazine*, http://www.echomagazine.ch/index.php?option=com_content&view=article&id=573&Itemid=2, 17 janvier 2014.

[7] Alain Echegut, « *JO d'Athènes : les plus coûteux* », *Les Echos*, http://www.lesechos.fr/27/06/2005/lesechos.fr/300033611_13-08-2004--jo-d-athenes---les-plus-couteux-de-l-histoire.htm, 27 juin 2005.

[8] Annabelle Georgen, « *Comment les JO ont ruiné la Grèce* », *slate.fr*, <http://www.slate.fr/economie/60043/jo-2004-athenes-ruine-grece>, 30 juillet 2012.

Quant aux retombées économiques pour les pays organisateurs, elles sont généralement très inférieures à ce qui est attendu. Ainsi pour les JO de Londres, elles sont évaluées entre 6 et 7 milliards d'euros contre 24 milliards pour les coûts d'organisation [9].

Les villes organisatrices se refusent généralement à entendre raison. Wladimir Andreff chargé, avec une quinzaine d'académiciens, par le CNRS et la région Rhône-Alpes de calculer l'impact des Jeux Olympiques d'Albertville (1992), a rendu une analyse radicalement opposée à celles déjà publiées, « *Notre étude de 400 pages ... montrait que les JO seraient à coup sûr déficitaires. Nous avons été ignorés et j'ai personnellement été interdit de télévision.* » [10].

Une fois l'événement passé, ni les responsables politiques ni le CIO ne s'attardent sur le vrai bilan de l'opération. Les contribuables épongeront les dettes sur des dizaines d'années. Ainsi à Grenoble, ces derniers ont remboursé les jeux pendant 24 ans.

□ Investissements publics, bénéfices privés

Pour organiser des jeux, il faut convaincre les habitants des territoires concernés des aspects positifs des jeux. D'où le battage médiatique, véritable mise en condition pour pouvoir créer autour de l'événement un climat favorable. Le rapport rendu par Bernard Lapasset, président du Comité français du sport international (CFSI), sur la faisabilité et l'opportunité de la candidature de Paris en 2024, rentre dans cette logique : discours olympico-béat, sous-estimation des coûts d'organisation, survalorisation des bénéfices attendus.

Le budget de Paris 2024 est estimé à 6 milliards d'euros, dont la moitié prise en charge par la billetterie et le CIO. Pas de construction de stades gigantesques ou autres « *éléphants blancs* ». Juste un replâtrage d'infrastructures existantes : le Grand Palais, le Grand Stade de Saint-Denis et le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines. Les trois milliards restants, consacrés à la construction du village olympique (17.000 lits), d'un centre des médias et de la piscine olympique, seraient financés à 50% par l'argent public. Resterait à trouver 1,5 milliards d'investissement par le secteur privé. Ce qui, selon les promoteurs du projet, ne serait pas insurmontable [11]...

Pour ceux que la somme effraie, on fait de la pédagogie. « *Le contribuable n'apurera pas les passifs* » [12] promet-on, grâce à la participation du CIO, aux recettes de billetterie et aux droits marketing, et... aux financements privés. Une belle histoire qui ne résiste pas à l'expérience : lors des jeux de Londres, la promesse de financements privés était à hauteur de 50 %. A quelques semaines de l'événement, le secteur privé s'était défaussé... Selon l'UK

National Audit Office, les financements privés ont contribué pour à peine 2% du budget [13]. L'état n'a bien sûr pas hésité à faire porter l'effort sur les contribuables pour pallier la défaillance du privé.

Les promoteurs de Paris 2024 prétendent que les JO permettraient d'accélérer la réalisation des infrastructures de transport programmées dans le cadre du Grand Paris. Or les débats autour du tracé du Grand Paris Express ne sont pas tranchés. Certains élus veulent un moyen de transport permettant de relier les aéroports parisiens aux centres d'affaires (le centre de Paris et la Défense), et les élus des départements populaires (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise), plaident pour des transports de qualité pour les salariés de leurs départements.

En somme, des investissements sous-estimés, des promesses de financement privés, mais des recettes captées par les majors du BTP et le club très fermé des « *top sponsors* »... Comme le résume Jean-Pascal Gayant, prof. d'économie à l'Université du Mans, « *On a coutume de dire que les JO, ce sont des coûts publics et des bénéfices privés. C'est malheureusement très vrai.* » [14].

□ Des équipements inutiles et non réutilisables

En janvier 1964, Grenoble obtient l'organisation des JO d'hiver. La physionomie de la ville va en être profondément transformée. Avec l'aide de l'État qui finance à hauteur de trois quarts des investissements, Grenoble se dote de nouveaux équipements – hôtel de ville, hôpital, caserne de pompiers, maison de la culture, palais des expositions, gare de voyageurs, aéroport –, et d'une autoroute reliant Lyon. L'envers du décor, c'est que les jeux ont gravement endetté la ville pour 24 ans. Plusieurs sites n'ont pas trouvé de reconversion et sont à l'abandon, comme le tremplin de saut à ski de Saint-Nizier-du-Moucherotte, à 18 km de Grenoble. La mairie a fini par classer le site zone dangereuse et à en interdire l'accès, car même le démontage était une solution trop coûteuse [15].

Même situation avec la piste de bobsleigh de la Plagne (jeux d'Albertville), maintenue en activité mais déficitaire.

En Grèce, les équipements ne sont même plus entretenus [16]. La zone olympique est à l'abandon, le plongeur de 10 m du stade nautique surplombe une piscine vide. Le complexe olympique de la zone côtière de Faliro, dans la banlieue d'Athènes est devenu une zone où les camions viennent déverser des gravats et des encombrants.

Les jeux « *durables* » ou « *vertueux* » n'échappent pas à la loi générale. Le village olympique de Vancouver construit en 2010 devait être transformé en éco-quartier après les jeux. Il est aujourd'hui abandonné [17].

Et encore n'avons-nous pas les retours de tous les pays organisateurs des grandes manifestations sportives, Afrique du Sud, Brésil... Les équipements pharaoniques trouvent rarement une reconversion. Au gâchis d'argent public s'ajoute l'inutilité, parfois très coûteuse, d'équipements en décalage avec les besoins.

□ Un retour sur investissement discutable

Le retour sur investissement est toujours mis en avant pour obtenir le consentement. Mais, « *le retour sur investissement des JO est-il suffisant pour justifier un effort financier important dans un contexte économique d'endettement et de volonté politique de réduction des la dette nationale ?* » [18].



[9] Olivier Petitjean, « *Derrière les Coupes du monde et les Jeux olympiques, un néolibéralisme de choc ?* », <http://multinationales.org/Derriere-les-Coupes-du-monde-et>, 21 janvier 2014.

[10] Cédric Reichenbach, op. cité.

[11] Alexandre Boudet, « *JO 2024 à Paris : organiser les Jeux Olympiques est-il rentable économiquement ?* », Huffington Post, http://www.huffingtonpost.fr/2015/02/12/jo-2024-paris-organiser-jeux-olympique-rentabilite-economique_n_6654004.html, 18 février 2015.

[12] « *JO 2024 : ces entreprises cotées qui pourraient bénéficier de l'événement* », L'Express Votre Argent, 13 avril 2015, http://votreargent.lexpress.fr/bourse/jo-2024-ces-entreprises-cotees-qui-pourraient-beneficier-de-l-evenement_1670663.html.

[13] Patrick Basham, « *Le grand perdant des Jeux Olympiques : le contribuable britannique* », Libre Afrique, http://www.libreafrique.org/Basham_JO_010812, 3 août 2012.

[14] Alexandre Boudet, op. cité.

[15] Olivier Delahaye, « *Jeux Olympiques : la malédiction des "éléphants blancs"* », WE Demain, http://www.wedemain.fr/Jeux-olympiques-La-malediction-des-elephants-blancs_a422.html, 4 février 2011.

[16] Cf. reportage photo de Grégoire Fleurot « *Les sites abandonnés des Jeux olympiques d'Athènes 2004, 10 ans plus tard, en photos* », <http://www.slate.fr/grand-format/sites-abandonnes-jeux-olympiques-athenes-2004-photos>, 14 août 2014.

[17] Olivier Delahaye, op. cité.

[18] Emmanuel Frot, Julien Gooris, « *Quels effets économiques peut-on attendre de l'organisation des Jeux Olympiques à Paris ?* », Microeconomix, http://www.microeconomix.fr/sites/default/files/150210_couts_des_jo_-_version_finale.pdf

Les promoteurs des JO mettent en avant le « coup de pouce » que donnent les grandes manifestations sportives internationales à la réalisation des infrastructures. Certes, les infrastructures de transport continuent à servir une fois la manifestation terminée. Mais elles auraient été réalisées de toute façon. Pour Paris et la région parisienne, le Grand Paris Express était programmé bien avant l'annonce de la candidature de Paris aux JO.

Les infrastructures sportives sont par contre difficiles à rentabiliser. Nous l'avons vu. Sont-elles utiles à l'obtention des investissements nécessaires (routes, transports, logements) ? Les fameux « *retours sur investissements* » tant vantés en terme d'activité locale ou de tourisme sont faibles, parfois inexistantes, voire négatifs.

Les emplois, largement mis en avant, se dégonflent dès le lendemain des jeux. Dans le BTP, ils disparaissent une fois les chantiers de construction terminés. Les autres métiers – guides, accompagnateurs, métiers de la sécurité... – disparaissent avec la fin de la manifestation.

Le regain d'activité généré par les hôtels et les restaurants peut affecter négativement d'autres commerces. Par exemple en terme de tourisme, lors des JO de Londres, la capitale a subi une baisse de la fréquentation touristique, provoquant une baisse d'activité qui n'a pas été compensée par les gains générés par les sites olympiques.

Quant aux retombées de « *long terme* », la plupart des analyses économiques post-jeux montrent qu'elles sont inexistantes. Tout au plus, la ville organisatrice bénéficie-t-elle d'un regain de notoriété durant l'événement. N'est-ce pas cher payé ?

II - Vainqueurs et perdants

□ Les grands vainqueurs : les acteurs privés

Le CIO, un organisme opaque :

Pour l'économiste Wladimir Andreff, le grand gagnant de l'organisation des jeux est le CIO. « *Il est très riche. Tout comme le sont les organisateurs d'autres grandes manifestations sportives comme la FIFA avec la Coupe du monde de football ou l'UEFA avec l'Euro. D'ailleurs, s'ils n'y gagnaient pas, ils arrêteraient aussitôt. Les sponsors et les télévisions sont aussi gagnants, mais à différentes échelles. Les villes, elles, sont perdantes. Quant aux habitants, c'est difficile à quantifier, mais on a vu avec les récentes manifestations au Brésil qu'ils n'y étaient pas indifférents* » [19].

Le CIO draine des sommes astronomiques grâce aux sponsors et aux droits de retransmission télévisés. Ainsi, le sponsoring direct aurait rapporté 957 millions de dollars pour les JO de Londres, 866 M\$ pour Pékin. Les droits de retransmission rapportent plus encore : 4 milliards de dollars pour les JO de Londres [20].

Le CIO est géré de manière opaque. Des rumeurs de corruption circulent. Le récent scandale autour de la FIFA, son alter ego dans le domaine du football, ne peut que renforcer les préventions à son égard.

Les grandes entreprises transnationales déjà sur les rangs :

Sur le site d'ING Direct, il est écrit, « *c'est vers les entreprises du BTP qu'il faut se tourner. Vinci, Bouygues, Saint-Gobain ou Lafarge seront forcément sollicités pour adapter les infrastructures françaises à un tel événement* » [21].

Déjà en 2005, les majors du BTP avaient constitué un consortium de parrains officiels, le « *Club des entreprise Paris 2012* » comprenant Lafarge et Bouygues (mais aussi Lagardère, Carrefour, Accor, Suez...) [22]. Nul doute que les mêmes sont déjà à pied d'œuvre pour défendre la candidature de Paris.

D'autant plus que seules les plus grandes entreprises peuvent remporter les appels d'offres. Comme pour les PPP et les concours internationaux, les marchés de construction des JO sont attribués par des procédures qui évincent impitoyablement les entreprises qui n'ont pas une stature internationale.

Ce qui ne veut pas dire que des entreprises plus petites ne bénéficieront pas de la manne par le biais de la sous-traitance. Mais sur les grands chantiers, cela entraînera, de fait, la surexploitation des travailleurs (sans papiers, non déclarés ou, dernière trouvaille du patronat, « *détachés* »). Les autorités publiques sauront fermer les yeux : car il faudra que les équipements soient prêts pour l'ouverture des jeux, et comme l'Inspection du travail est en cours de démantèlement...

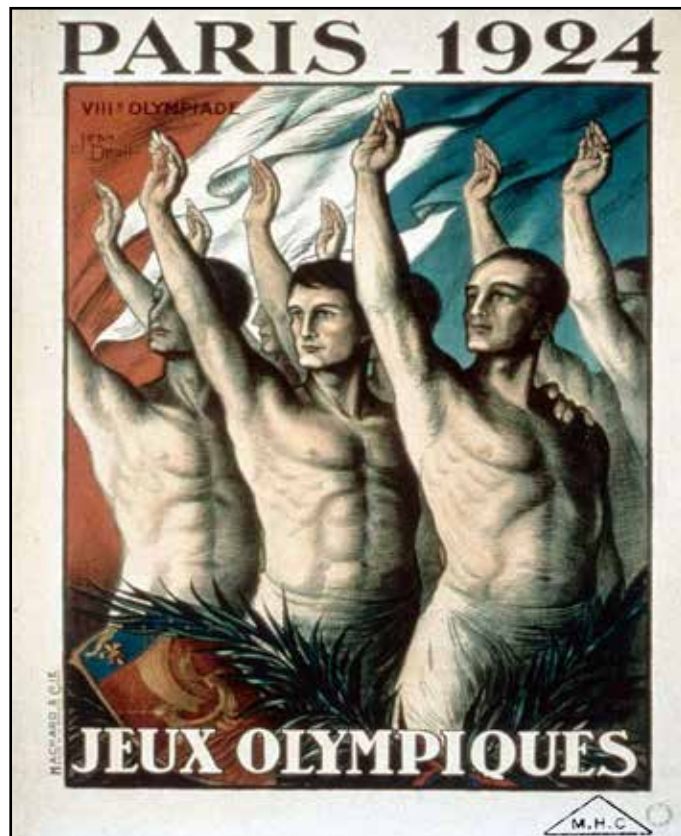
Comme le souligne le *Center on housing rights and evictions* : « *les JO sont souvent à l'origine d'une collaboration étroite et parfois sans précédent entre les autorités fédérales, nationales et locales et des entités publiques et privées* ». « *L'investissement privé joue ainsi un rôle crucial, la réurbanisation induite par les JO étant un processus coûteux, rendant la collaboration entre les secteurs public et privé incontournable. Cela explique le recours très fréquent à des modèles de partenariat public-privé* » [23].

Le club très fermé des sponsors officiels :

Derniers acteurs, les « *sponsors officiels* ». Les droits d'entrée sont tellement prohibitifs qu'ils sont réservés à un club très fermé d'entreprises cotées au CAC 40 : Coca Cola, Mc Donald's, Visa, Dow, Procter&Gamble, GE, Samsung, Panasonic, Bridgestone, Toyota et Omega (Swatch) pour ne pas les citer. Pour avoir un ordre d'idée, Toyota a payé près d'un million de dollars pour être sponsor officiel des Jeux Olympiques de 2017 à 2024 [24].

Ce club pourrait éventuellement s'ouvrir à des sociétés françaises comme Sodhexo, Accor, Danone, Axa, Orange, Air France-KLM, Alcatel-Lucent, Cap Gemini... qui étaient déjà sur les rangs pour la candidature de Paris 2012.

Or, tous ces sponsors attendent un retour sur investissement.



[19] Olivier Delahaye, op. cité.

[20] « *JO 2012 : sponsors, droits de diffusion... combien touche le CIO ?* », <http://www.reponseatout.com/jo-2012-d-7870/jo-2012-sponsors-droits-de-diffusion-combien-touche-le-cio-a-107877>.

[21] « *JO : les entreprises qui pourraient en bénéficier* », ING Direct, 16 avril 2015, <https://communauté.ingdirect.fr/t5/Le-Blog/JO-les-entreprises-qui-pourraient-en-b%C3%A9n%C3%A9ficier/ba-p/46591>.

[22] Jean-Marie Brohm, Marc Perelman, Patrick Vassort, op. cité.

[23] *Center on housing rights and evictions*, « *Les Jeux olympiques, médaille d'or des expulsions* », revue Agone, n°38-39, <http://revueagone.revues.org/208>, 2008.

[24] « *JO 2024 : ces entreprises cotées qui pourraient bénéficier de l'événement* », op. cité.

Tout est donc organisé pour drainer l'argent des spectateurs sur le lieu même de la compétition. L'accès au parc olympique est exclusivement réservé aux entreprises sponsors. Ainsi à Londres, le gigantesque « mall » de 175 000 m² de surfaces commerciales (300 boutiques et 70 restaurants), était incontournable pour accéder au parc [25]. Cela explique les retombées économiques réduites pour tous ceux qui ne sont pas estampillés « JO ».

□ L'Etat, la ville organisatrice et les collectivités territoriales

Mettant en regard coûts et retombées prévisibles, le cabinet Microeconomix [26] estime que malgré les équipements sportifs existants, l'organisation des jeux à Paris imposera un coût plus élevé que ce qui est annoncé.

Pour eux, les décideurs politiques sont pris d'une part dans un processus de surenchère créé par la concurrence entre villes organisatrices (« *malédiction du vainqueur* »), et d'autre part par leur volonté de tirer des bénéfices immédiats en termes de communication et d'image. Les coûts sont donc minimisés et les retombées économiques potentielles exagérées.

Ce qui n'empêche pas certaines villes de renoncer une fois qu'elles ont évalué les coûts réels. Ainsi Lviv, Oslo, Stockholm et Cracovie ont retiré leurs candidatures aux Jeux d'hiver de 2022.

En plus de Paris, les régions et l'Etat apporteront également leur contribution. Est-il pertinent de renforcer économiquement la capitale en drainant des fonds régionaux et d'Etat, dans le contexte d'une économie déjà très centrée sur Paris ?

Mais les enjeux vont au-delà : « ... les grands événements sportifs, aujourd'hui, fonctionnent comme l'une de ces "thérapies de choc" sociales qui permettent aux élites politiques et économiques d'accumuler les profits et de refaçonner les sociétés selon leur intérêt » [27].

Le projet du cabinet d'architectes Castro, Denissof et associés de création d'un « *Central park* » de 24.000 logements de luxe [28] sur le site du Parc Georges Valbon à La Courneuve, au détriment des habitants et des usagers du parc départemental, s'inscrit dans cette démarche de recomposition territoriale. Il n'y a que dans le cadre exceptionnel d'une manifestation telle que les JO qu'un projet aussi pharaonique pourrait voir le jour.

Tous ces gros chantiers constitueront une occasion inespérée pour les élus et les promoteurs immobiliers de façonner un nouveau paysage urbain dans des zones jusqu'ici soumises au droit commun (plans locaux d'urbanisme). Au prétexte du laps de temps imparti et de l'image de la ville organisatrice, les promoteurs pourront s'affranchir des modalités générales, par exemple pour obtenir des expropriations dans des délais beaucoup plus courts.

Au total, « *La volonté d'élever les villes olympiques au "premier rang" bénéficie en général aux populations les plus aisées. C'est au privilège des élites que la ville-hôte entre dans le club des villes mondiales, mais les pauvres et les défavorisés sont chassés et s'en trouvent un peu plus marginalisés* » [29].

□ Les grands perdants, territoires et habitants

Ces processus se font toujours au détriment des couches les plus pauvres de la population qui n'ont d'autre choix que de partir, chassées par les expropriations ou la flambée des prix. Un rapport du *Center on housing rights and eviction* (COHRE) estime qu'entre 1988 et 2008, les aménagements liés aux Jeux Olympiques ont entraîné l'expulsion directe ou indirecte de deux millions de personnes [30].

Dans le quartier de Clays Lane (JO de Londres 2012), un

[25] Christophe Deroubaix, « *Ici Londres 2012 : le sanglot long des jeux* », L'Humanité, <http://www.humanite.fr/ici-londres-2012-le-sanglot-long-des-jeux>, 27 juillet 2012

[26] Emmanuel Frot, Julien Gooris, op. cité.

[27] Olivier Petitjean, op. cité.

[28] Dossier consultable sur le site de la pétition "*Non au bétonnage du Parc Georges Valbon*", http://www.petitions24.net/stop_au_projet_central_park

[29] *Center on housing rights and evictions*, op. cité.

[30] Olivier Petitjean, op. cité.

[31] Bernard Durand, « *Londres 2012 : les habitants de Clays Lane chassés par le "cirque olympique"* », L'Humanité, 27 juillet 2012.

[32] *Center on housing rights and evictions*, op. cité.

[33] « *Mondial 2014 et J.O. 2016, deux plaies pour Rio* », <http://www.jolpress.com/article/bresil-coupe-du-monde-de-2014-et-jo-de-2016-les-deux-plaies-de-rio-population-affectees-616538.html>, 10 août 2012.

[34] Geoffroy Clavel, « *JO 2024 : le conseil de Paris vote en faveur d'une candidature aux Jeux olympiques* », *Huffington Post*,

http://www.huffingtonpost.fr/2015/04/13/jo-2024-conseil-paris-vote-faveur-candidature-jeux-olympiques_n_7052784.html, 13 avril 2015.

lotissement de logements sociaux a été rasé sur décision de l'Agence de développement de Londres, malgré les recours intentés par les habitants. Quel poids pesait 500 logements sociaux gérés en coopérative, habités par des personnes modestes, face à ce rouleau compresseur ? Pis, les locataires ont dû attendre des mois dans des logements temporaires avant d'obtenir un logement pérenne. La prime qu'ils ont obtenue en guise de dédommagement – 8.500 livres – a bien souvent servi à retaper les appartements temporaires. Au total, des habitants piétinés et un territoire urbain original – avec des espaces verts, des canaux, des équipements collectifs – détruit pour laisser la place à « *la grande fête du sport* ». Et pour les habitants de ce quartier, un sentiment d'injustice : ballottés par l'administration, écrasés par l'organisation des JO, ils n'ont été relayés ni par les médias ni par les responsables politiques [31].

Les habitants des quartiers populaires ne sont pas les seules victimes. Les PME en subissent aussi les conséquences, soumises aux expropriations comme aux augmentations de loyers. Lors des JO de Londres en 2012, les opposants aux jeux regroupés dans l'association « *Non London 2012* » estimaient que la relocalisation menaçait 5.542 emplois [32].

La Coupe du Monde de football à Rio de Janeiro en 2014 a entraîné le même type de conséquences. Au total, 7.185 familles ont été déplacées, des stades de football de proximité détruits, des quartiers historiques défigurés, pour faire la place aux aménagements destinés aux touristes [33].

Le *Center on housing rights and evictions* constate: « *Les sites olympiques centraux ou non, sont communément planifiés dans les zones les plus délabrées ou négligées, dont la valeur foncière est la plus faible, et les plus adaptées à la "revitalisation". Pour les habitants pauvres ou aux revenus faibles qui vivent dans les zones visées par ces plans, celle-ci signifie la plupart du temps l'expulsion ou le déplacement. Ces habitants manquent en général du pouvoir politique nécessaire pour exercer une quelconque influence sur les décisions ou bénéficier des avantages liés à ces transformations* ».

Les élus parisiens sont dans le déni. Ils osent affirmer que les JO « *constituera(en)t un puissant levier au service du progrès* » permettant de réduire la « *fracture territoriale notamment avec la Seine-Saint-Denis* » [34] ! Il est difficile de croire qu'ils n'aient pas connaissance de la gabegie financière de l'organisation de ces grandes manifestations sportives. La Coupe du monde de 1998 en France a-t-elle laissé autre chose que des dettes publiques et un équipement sportif démesuré à Saint-Denis ?

Loin de réduire la fracture territoriale, l'organisation des JO va au contraire accélérer ce processus : relégation des plus paupérisés en lointaine banlieue, pour les remplacer par les classes sociales intermédiaires, chassées de Paris par les prix du foncier.

Les JO seraient un outil terriblement efficace pour orienter l'urbanisation de la métropole pour les 30 prochaines années, accélérer la gentrification des quartiers populaires de la première couronne, tout en ouvrant des chantiers pour des entreprises du BTP. Sans compter que dans ce jeu de poker menteur, si les élus obtiennent la notoriété et les entreprises les bénéfices, ce sont les contribuables qui paieront.

Rien ne dit qu'un mouvement d'opinion ne puisse pas naître et empêcher la réalisation des jeux. La fabrique du consentement se bâtit sur l'absence de sens critique. Nous avons ici quelques clés de compréhension pour rejeter ce projet dispendieux et néfaste pour la grande majorité des habitants de l'Île-de-France.



A Béziers, les communistes organisent la résistance

Paul Barbazange

Paul Barbazange est secrétaire de la section de Béziers et membre du CN du PCF.

Béziers est la plus grande ville « conquise par le Front National » aux dernières municipales. Encore que, comme le répète Robert Ménard, « *je n'ai que 4 FN sur ma liste* », oubliant que son cabinet et ses conseillers sont recrutés chez des "Identitaires" trouvant le FN trop mou, et que sa première adjointe était déjà là sous la précédente municipalité. C'est une ville de 75.000 habitants, classée par l'INSEE 3ème ville la plus pauvre de France dans sa catégorie de population. Elle a été gérée pendant 19 ans par la droite UMP la plus extrême (le député est "droite populaire").



Un PCF sans compromission, en interne comme sur le terrain

Un parti communiste "ressuscité" après l'aventure Hue-Gaysot. Notre parti a dans cette ville plus d'adhérents qu'au moment où Gaysot encore ministre, soutenu par la fédération départementale d'alors, est venu s'imposer comme tête de liste aux municipales sans avoir consulté un seul communiste du cru. Ce qui se termina par un échec électoral cuisant et le départ vers une autre section d'un tiers des adhérents n'admettant pas leur mise en minorité sur chaque vote.

C'est donc en résistant au jour le jour à la politique de la droite UMP la plus radicale que s'est construit le PCF d'aujourd'hui, doublé d'ailleurs d'une JC active ; dans cette lutte, la présence constante ces dernières décennies d'Aimé Couquet, élu communiste très combatif, animateur également de la vie de la section locale et de la fédération, est décisive.

Rassembler les communistes, respecter leurs choix majoritaires, ne rien laisser passer, être présent dans chaque bataille politique, idéologique, électorale a été l'élément constant de notre orientation. Chercher à chaque étape toutes les possibilités de rassemblement, être présents dans toutes les confrontations électorales, et **dans aucun cas ne laisser en quoi que ce soit s'effacer le PCF.**

Des résultats électoraux historiquement compliqués, reflets des errements nationaux et de notre combativité locale

Les résultats sont là : aux dernières cantonales trois binômes communistes ont réalisé entre 7,5 et 11 % selon les cantons. Parallèlement, à la suite de l'effondrement de l'UMP et d'un nouvel effondrement du PS perdant la moitié de ses voix par rapport aux précédentes cantonales, alors que nous en gagnons environ 300, 6 conseillers apparentés FN ont été élus. Le charcutage électoral socialiste a été balayé par les électeurs.

Historiquement, le PCF était parvenu de très peu à l'hégémonie électorale dans la décennie 70-80 avec l'élection en 1977 d'une municipalité d'union dirigée par le communiste Balmigère. Puis notre perte d'influence a fait place à une hégémonie PS dans la décennie 90, glissant peu à peu à une presque totalité des représentations électives occupées par la droite extrême, et dernièrement par l'extrême droite. Ce n'est pas Ménard qui a commencé à manifester avec les nostalgiques de l'OAS devant la stèle portant le nom de 4 fusillés de cette bande criminelle, c'est About l'actuel député UMP de la circonscription, il y a plus de 5 ans. Nous étions déjà en face !

L'appauvrissement et le vieillissement de la population s'est poursuivi au cours de ces décennies. Dans la ville le taux de chômage INSEE dépasse 18 %.

Les pressions n'ont pas manqué au cours des ans pour que nous nous effacions, un jour l'un, un jour l'autre. C'est toujours le même discours de la part de la gauche social-démocrate : effacez-vous, laissez-nous, disparaissez, **aidés longtemps (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui) par une grande partie de la direction départementale du PCF.** Il y a 9 ans, cette attitude est même allée jusqu'à la présentation du secrétaire départemental contre les candidats désignés par une très large majorité de la section.

Dans le biterrois, tout s'est donc joué au fil des ans sur la place et le contenu de l'action et de l'organisation communiste. Bataille politique dans le parti, à l'extérieur du parti, bataille de conviction, d'organisation, de construction sans cesse renouvelée de la culture communiste (journal de section, fête de section, école de section, vie des cellules). Au plan de la section, de la fédération, mais aussi au plan national, puisque j'ai été élu au CN comme candidat de la liste « Faire vivre et renforcer le PCF » et que j'interviens à ce titre à chaque réunion du CN depuis 7 ans.

Ménard élu, la seule résistance vient du PCF

Il reste que Ménard a été élu maire, et qu'il vient de gagner les départementales. Revenons aux conditions de son élection. 19 ans de municipalité de droite, une véritable usure du pouvoir, une droitisation extrême. Le lent enfoncement dans la crise, le cumul, l'accentuation des inégalités : Béziers est la ville de la région comptant proportionnellement le plus de citoyens payant l'impôt sur la fortune. L'élection de Ménard, c'est un nouveau glissement à droite, avec 43 % des voix pour la liste d'extrême droite, la droite perdant la moitié de ses voix, un très fort affaiblissement du PS. Mais à l'opposé, la liste de rassemblement présentée par le PCF dans le cadre du Front de gauche maintient son score. Nous sommes en Languedoc, avec des progrès phénoménaux du FN dans quasiment toutes les localités, y compris les villes de Montpellier et Sète. La différence, c'est qu'à Béziers dans le cadre d'une grande activité de Ménard, la droite "classique" s'est effondrée.

On est depuis dans l'actualité.

Que fait Ménard ? Comment ? Pourquoi ?

Au nom de la section, j'ai appelé le CN à réfléchir au laboratoire qu'est notre ville pour le FN, à la violence de la lutte idéologique menée (*). Ce n'est ni Toulon, ni Orange et même pas le 14ème arrondissement de Marseille. C'est la poursuite méthodique de la mise en place d'orientations fascisantes sur la base de ce qui n'est plus un siphonage des voix de droite – on est plus en 1995 –, mais de véritables ponts permettant les échanges. La partie non communiste de l'électorat « de gauche » semble paralysée par l'abstention. Le parti socialiste et ses satellites verts ou de la "gauche radicale" sont tout aussi tétanisés que leur électorat.

Nous arrivons à entraîner ces derniers à certaines actions, mais ils le font toujours du bout des lèvres : au deuxième tour des municipales une des quatre sections socialistes a appelé, au nom d'un soi-disant front républicain, à voter UMP ! Ça s'est réglé entre socialistes par des horions dans la rue et des plaintes



à la police. Notre fermeté a quand même permis l'élection de 5 élus de gauche dont un communiste. Heureusement que nous n'avons pas alors cédé aux sirènes présentes dans notre direction nationale, pronant l'abandon ! Pour les récentes cantonales après avoir accepté publiquement notre proposition de binôme socialo-communiste, le conseiller général socialiste sortant est allé chercher une ancienne communiste, "camarade" de Gaysot, élue sur une liste UMP, et a tenté de nous l'imposer. En gros, il voulait bien d'un rassemblement et des voix se reconnaissant dans le communisme, à condition de choisir la candidate, baptisée par ses soins "communiste". Il a été balayé par les électeurs.

Les combats de rassemblement contre l'extrême droite continuent : idéologique, politique, électoral. Ils continuent en s'opposant au conseil municipal, dans les médias, dans la rue, parfois au tribunal à :

- L'arrêt du maire imposant un couvre feu pour les adolescents de certains quartiers ;
- La diminution drastique du budget de l'aide sociale ;
- L'achat de blouses pour les enfants du primaire, refusées par tous les conseils d'école !
- L'arrêt interdisant l'étendage du linge aux fenêtres ;
- La messe officielle aux arènes pour la Féria ;
- Le non remplacement des jeux abîmés dans les cités populaires ;
- L'armement de la police municipale, instrumentalisé par une campagne d'affiches municipales présentant un revolver comme le meilleur ami des policiers municipaux ;
- La crèche dans le hall de la mairie ;
- Un journal municipal copie conforme du pire « Minute » ;
- Et toute dernière mesure qui a fait le tour de France des médias, l'annonce d'un pourcentage de 63,9% de musulmans dans les écoles publiques sur la base d'un fichage municipal à partir des prénoms des enfants !

J'en oublie forcément l'essentiel, c'est-à-dire l'adoption d'un budget de super austérité combinant diminution brutale des investissements, diminution des services rendus aux citoyens (suppression d'emplois non statutaires) en application de l'orientation annoncée dès son début de campagne, avec l'intention de « chasser du centre ville les maghrébins, les gitans et les pauvres ».

L'essentiel de cette tranche de vie est que l'opposition que nous faisons vivre pour une bonne part tend à s'accroître : le 8 janvier c'est une partie de la population biterroise massée devant la mairie qui a raccourci, par ses cris hostiles, le discours raciste du maire. Ce qui n'est pas rien. C'est aussi en ce début de mois, l'apparition pour la première fois du mot d'ordre « Ménard démission » contre le fichage des enfants dans les écoles...

L'essentiel, c'est qu'au cœur de la résistance démocratique, existe un parti communiste attaché au combat de classe et aux rassemblements.

La question est de le faire grandir.

(*) Notre journal, l'Humanité, a envoyé à Béziers son correspondant. Celui-ci a rencontré le parti de Gauche qui a un adhérent sur la ville et d'autres citoyens se déclarant de gauche. Il a volontairement omis de rencontrer l' élu communiste, par ailleurs très souvent sollicité par les médias de la bourgeoisie. Mais ceci est une autre des questions qui nous sont posées par l'action.





Vers un nouveau rassemblement populaire

Vénissieux, enseignements d'un scrutin

par Pierre-Alain Millet

En creusant l'écart sur la droite par rapport à 2014 et même à 2008, et en contenant le FN, en pleine vague bleu et bleu marine aux départementales, Vénissieux a fait événement, un événement pourtant peu médiatisé, même pas par l'Humanité qui n'a pas jugé utile une enquête ou une analyse, ni par la direction du parti, restée muette sur ce sujet au conseil national. Est-ce parce que les communistes vénissiens ont très majoritairement voté contre les orientations des derniers congrès et n'inscrivent pas leur rassemblement dans le "Front de Gauche" ?

Il serait stupide de considérer que cette victoire est la simple conséquence des choix politiques du PCF de Vénissieux, mais tout autant de considérer qu'elle n'a aucun rapport. Regardons donc comment cette campagne a été conduite, quelles forces ont été mobilisées, comment ont agi les communistes, et essayons d'en tirer quelques enseignements.



Les conditions de la victoire vénissienne

Rappelons d'abord que si André Gerin avait reconquis le siège de député en 1993, il avait fait face en 2001 à une bataille municipale difficile ne réalisant que 41% au premier tour dans une liste d'union de la gauche. Quand il passe la main en 2009 à Michèle Picard, l'enjeu est de taille compte tenu de sa stature politique nationale reconnue après 4 députations. Il est presque logique que le parti socialiste tente en 2014 de prendre la ville. Mais la droite est bien décidée à tenter sa chance dans l'espoir de cette vague bleue attendue, et surtout, les communistes à Vénissieux sont tout sauf repliés sur eux-mêmes et ont multiplié les efforts pour rassembler toujours plus largement autour du projet de ville. Le plus facile était bien sûr d'associer le parti de gauche et le MRC, mais le plus symbolique est l'accord avec les Verts qui avaient conduit des listes d'opposition en 2001 (liste "citoyenne") et 2008 (avec le Modem), accord sans doute possible parce que depuis 2008, Vénissieux est reconnue dans l'agglomération et ailleurs pour ses réalisations et actions sur la biodiversité, l'énergie, l'environnement, pour son agenda 21...

Les communistes peuvent donc proposer à toutes les forces progressistes un rassemblement sur un contenu clair et connu de tous, issu d'un travail citoyen permanent avec les conseils de quartier, le conseil citoyen du développement humain durable... Et les propositions du parti socialiste pour infléchir ce projet n'ont rencontré absolument aucun écho. Car il y a bien eu discussion avec le parti socialiste. Personne n'a défini par avance le cadre politique du rassemblement nécessaire. Ce sont le projet et les conditions de sa mise en œuvre qui comptent. Collectifs anti-libéraux, Front de Gauche, Chantiers d'espoir... ici, rien ne vient corseter le rassemblement, et personne ne peut venir s'imposer comme décideur sous prétexte qu'il représente telle ou telle organisation.

Cette situation hérite aussi de l'échec des tentatives de créer un "Front de Gauche", sur des bases anti-communistes. Depuis 2012, certains avaient créé une "association du Front de Gauche" sans la section PCF, suivis par de nombreux anti-communistes et servant à quelques ambitions personnelles... La vie a tranché. Ce "Front de Gauche" s'est dissous, certains, malheureusement anciens communistes, menant même bataille en 2014 contre la liste conduite par Michèle Picard pour finir en 2015... deuxième de liste du parti socialiste !

La liste conduite par Michèle Picard est donc une liste de large rassemblement, avec des personnalités socialistes, républicaines, qui rejoignent tout le travail réalisé, le projet. Les relations avec les autres forces politiques se font dans le respect de chacun et sans autres préoccupations que la ville. Le

rassemblement n'a pas pour objectif de préparer les prochaines présidentielles. Les relations avec le parti de gauche dans la ville sont excellentes.

La liste est constituée de 24 communistes, 5 personnalités présentées par le PCF, 5 EELV, 5 PG, 1 PRG, 1 MRC, 3 personnalités socialistes, 5 autres personnalités. Autrement dit, la place du parti communiste est reconnue, par son travail militant comme par le travail de ses élus. Les 35 élus de la liste sont 20 PCF et 3 apparentés, 4 PG, 3 EELV, 3 socialistes, 2 personnalités. Le résultat est que le groupe communiste est le deuxième le plus nombreux de toutes les villes communistes !

Les communistes jouent un rôle d'organisation important, mais ils diffusent aussi leur propre matériel. En janvier, le journal le Vénissien donne le ton contre la droite et l'austérité. Le PG comme les verts ont leur propre matériel, avec celui de la liste. Les Verts organisent un meeting avec Emmanuelle Cosse sur le thème de leur choix (la rénovation énergétique). Les partis ne disparaissent pas dans le rassemblement, et personne ne cherche à le transformer en un "mouvement" qu'il faudrait organiser, et qui aurait mission de représenter le peuple. Chaque force joue son rôle et construit son identité politique. Les communistes se renforcent, mettent à jour l'organisation des cellules, des militants prennent des responsabilités...

La campagne est conduite par Michèle Picard avec toutes les forces de la liste, mais le rassemblement s'exprime aussi avec des non candidats, militants, personnes engagées pour l'école, l'emploi, la culture...

Les tâches matérielles sont partagées. Les candidats sont au premier rang des portes à portes, diffusions, marchés, rencontres... La tête de liste multiplie les rencontres d'appartements.

L'agressivité et le populisme de la droite et du PS, leur propagande calomnieuse et diffamatoire, l'irrespect du code électoral, conduisent à resserrer les liens personnels et politiques dans la campagne. Le rassemblement, loin de tout opportunisme, construit une nouvelle page de la vie politique Vénissienne, une nouvelle génération d'élus et de militants. Michèle Picard conquiert une légitimité politique renforcée dans la longue histoire de cette ville communiste. Droite, PS et FN se battaient sur un slogan commun « 80 ans de communisme, ça suffit »... et bien ça continue !

Quels enseignements peut-on tirer de cette histoire vénissienne ?

Le rassemblement populaire peut se faire sans le Front de Gauche, pas sans le parti communiste...

Les communistes vénissiens n'ont jamais parlé du Front de Gauche dans la ville, rien fait contre non plus. Ceux qui ont voulu le faire vivre se sont heurtés à une réalité... sans les militants communistes, le Front de Gauche est marginal, à la merci des arrivistes et des querelles de personnes.

Par contre, les communistes vénissiens rassemblent, dans les luttes contre les expulsions ou pour l'usine Veninov, et dans leurs batailles politiques ; contre la métropole, pour le Donbass, Gaza... Ils rassemblent sans préalable mais sur un contenu,

dans la transparence, sans imposer de cadre global lié à des accords d'appareils.

Ce rassemblement n'a pas vocation à être une organisation, et n'a donc pas besoin de dirigeants. Pour une lutte, un collectif de coordination peut être utile, non avec les appareils, mais avec les militants présents. Chacun peut jouer son rôle à sa manière, les forces organisées comme ces habitants qui invitaient Michèle Picard chez eux.

Cette pratique d'un rassemblement qui n'a pas besoin du Front de Gauche n'a posé aucun problème aux communistes des autres villes venu aider dans la campagne.

Le rassemblement ne s'oppose pas à la visibilité du vote communiste

Des communistes s'interrogent après les élections départementales. D'un côté, la perte de 54 conseillers, l'absence d'élus dans 30 départements de plus. De l'autre, pour la première fois, le PS ne nous entraîne pas dans sa chute. C'est surtout le redécoupage des cantons qui nous coûte des élus. Mais il est difficile de rendre "visible" ce résultat, bien sûr parce que les médias le cachent, mais aussi parce que nos candidats l'étaient sous des étiquettes diverses. Au comité départemental du Rhône, à une camarade qui disait « *nos candidats devraient toujours être désignés Front de Gauche* », je lui faisais remarquer que pour la visibilité, on pourrait aussi les désigner toujours PCF...

A Vénissieux, Michèle Picard n'est pas une élue "Front de Gauche", ni "rassemblement vénissien". C'est une élue PCF à la tête d'une liste de large rassemblement pour tenir le cap à gauche. Tout le monde l'a compris et c'est le PCF tout entier qui en tire bénéfice dans le Rhône !

Le rassemblement a besoin de l'organisation, donc du parti communiste !

Le rassemblement est mis à l'épreuve dans les batailles et notamment dans une campagne électorale aussi mouvementée que celles que nous connaissons dans nos villes désormais. Le pourrissement de la vie politique avec le poids des trafics et des réseaux, du communautarisme et des intégrismes, nécessite un lien étroit entre le terrain et la réflexion politique pour "tenir le cap" qu'on s'est fixé. A Vénissieux, il fallait mener le combat contre la droite et le FN sans se laisser entraîner dans les polémiques avec le PS. L'organisation du parti est alors irremplaçable. De sa qualité dépend la force du rassemblement. Les autres forces contribuent à l'efficacité collective, mais l'expérience montre que

les communistes sont la cheville ouvrière du rassemblement populaire.

Quand l'organisation du parti s'affaiblit, ce sont ses capacités de rassemblement qui s'affaiblissent.

Le rassemblement a besoin d'un parti communiste porteur de ses propres choix politiques !

Le parti communiste doit faire vivre dans le rassemblement un projet politique au service de l'unité du peuple. Quand tant de questions divisent les catégories sociales, les origines, les quartiers, les opposent parfois violemment, il ne suffit pas de s'exclamer "tous ensemble", ou d'affirmer le "vivre ensemble", même si c'est nécessaire. Il faut aussi travailler les arguments qui aident les militants à affronter ces divisions du peuple et à dépasser ces divisions dans le rassemblement.

A Vénissieux, le parti socialiste a tenté d'opposer le quartier des Minguettes aux autres quartiers de la ville en faisant jouer la "victimisation". La droite a dénoncé le pseudo "bétonnage" de la ville. Nous avons tenu parce que nous assumons le combat idéologique dans la population autour du refus du ghetto, de la nécessité de constructions variées, en locatif social, mais aussi en accession, en immeubles comme en habitat individuel, de la laïcité et de la bataille contre la grande pauvreté. La bataille d'idées est essentielle et ne se limite pas aux projets de la ville. Toutes les questions locales renvoient à des questions globales et donc à la guerre idéologique contre les services publics et pour la concurrence. Faire le lien entre des questions concrètes et la guerre idéologique est un rôle essentiel du parti communiste. C'est ce qui conditionne le progrès du mouvement populaire pour se libérer des idées dominantes. Un parti communiste fier de son histoire et de son projet joue un rôle irremplaçable pour donner confiance aux acteurs du rassemblement.

Ces quelques idées tirées de l'expérience vénissienne confortent les propositions du réseau « Faire Vivre et Renforcer le PCF » lors du dernier congrès. Il est urgent de faire un bilan réel des stratégies suivies depuis 15 ans par le PCF, et de tenir compte de cette résistance de terrain qui doit tout aux communistes et à notre peuple et qui pourrait être confortée et amplifiée par une orientation politique claire, lisible, affirmant l'urgence du combat populaire de résistance à l'austérité, la nécessité de s'organiser pour un affrontement de longue durée avec les oligarchies capitalistes, affirmant donc la priorité au renforcement d'un parti communiste de combat au service du rassemblement populaire.





Pour avancer, tenir compte de l'opinion des communistes

Nos enseignements à partir des élections départementales de mars 2015
(Bassin d'Arcachon, Gironde)

par Danielle Trannoy

Danielle Trannoy est secrétaire de la section Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre et membre du CN du PCF.

Trois mois après ces élections départementales, nous restons sur notre faim !

En effet, aucune analyse globale n'a été réalisée pour que les communistes dans leur ensemble puissent réfléchir collectivement sur les résultats, canton par canton, sur la pertinence ou non de la diversité des situations, sur la lisibilité nationale de leur Parti.

Cela aurait été très intéressant pour tous les communistes !

Mais que s'est-il passé de nouveau ?

Sur les cantons de la section d'Arcachon, nous avons eu quelques satisfactions. Mais, il semble que nous ne soyons pas un cas isolé ! Bien sûr, il y a eu Vénissieux, le Val de Marne, le Cher, quelques cas dans l'Hérault. Nous avons eu des échos de camarades des Pyrénées-Atlantiques, du Var... Tous, avec des nuances, semblaient satisfaits de leur campagne. Il serait donc peut-être utile que ces camarades décrivent leur campagne. En effet, à l'approche des régionales, leurs analyses politiques nous seraient très utiles.

Sans optimisme béat, sans confondre les résultats en une moyenne du FDG, incluant des alliances avec le PS, nous avons conscience que le PCF est à nouveau affaibli en élus et la situation est lourde de dangers face aux pertes de souveraineté nationale et populaire. Mais aussi face à une « chape de plomb » qui interdit tout débat sur les questions de l'Union Européenne, bloquant toute perspective et tout projet de changement.

Mais que s'est-il passé de nouveau pour que des communistes reprennent confiance dans leur travail militant ?

Prenons l'exemple de la section d'Arcachon : nous avons connu une très nette progression, avec des candidats clairement identifiés communistes, alliés à des partenaires du MRC et du mouvement citoyen, passant de 495 voix à 1253.

Nous avons mis en avant un PCF porteur d'un contenu politique, s'appuyant sur les propositions « *Mon département J'y tiens !* », pour dire « Non » à la réforme territoriale (le vote faisant fonction de référendum), pour le maintien et le développement des services publics de proximité, le rejet de la politique d'austérité imposée par l'Union Européenne.

Cette démarche nous a permis de reprendre des contacts avec le monde du travail et de rassembler les communistes puisqu'une trentaine (sur 120 adhérents) a participé activement à la campagne (élaboration, distribution de nos matériels). La souscription financière a dépassé nos objectifs. Nous avons aussi réalisé des adhésions et rallié des électeurs communistes et non communistes qui étaient satisfaits de trouver et de retrouver le PCF.

Tout cela est un point d'appui pour l'activité de la section d'Arcachon, car au cours de cette campagne aucun sujet n'a été escamoté :

1/ Sur la nécessité de s'organiser et permettre aux communistes adhérents qui ont œuvré ces dernières années à préserver un parti communiste dans la société française, de décider d'une stratégie dont notre pays et les couches populaires ont besoin pour sortir d'une situation destructrice.

2/ Donc nous nous sommes appuyés sur l'organisation de la



cellule et de la section.

3/ Sur le contenu, la campagne nationale « Mon département j'y tiens » a permis d'avoir une lisibilité, mais nous avons bien engagé cette réflexion sur la réforme des collectivités territoriales avec les municipales et « Ma commune j'y tiens » et sur ses conséquences quant à la destruction des services publics. Le lien avec l'Union Européenne est net et catégorique.

4/ Il a été très facile de comprendre que le vote du Non au TCE en 2005 était bien un vote historique. Car la responsabilité des directives de l'Union Européenne est très clairement identifiée et exprimée. Il y a une conscience très nette des dangers de la période (emplois, économiques, sociaux...) y compris des dangers du fascisme, du fait de la destruction de notre société.

5/ Face à cette clairvoyance de la situation, il y a un sentiment d'abandon, de mépris... du fait des politiques engagés par le parti socialiste. Nous avons aussi compris que face à la gravité et la complexité de la situation, les accords de sommet ne donnent pas confiance et ne favorisent pas un développement de toutes les luttes et exaspérations. Le Front de Gauche est bien loin des préoccupations quotidiennes...

6/ Il ne faut pas sous-estimer le rejet massif et populaire du parti socialiste. L'électorat communiste, refuse lui, d'être mis complètement à terre. C'est certainement une vraie rupture de classe, un refus de classe.

7/ Cela doit nous interpeller sur les démarches de rassemblement qui partent du sommet des organisations. Mais par contre, dans notre campagne nous avons l'appui et le soutien, de salariés, de citoyens, notamment engagés politiquement... et chacun y a pris sa part.

8/ Face à cette campagne très politique, très riche de contacts, nous pensons que l'abstention est un fait politique majeur qui doit nous interroger directement en tant que communistes. Pourquoi, l'électorat populaire ne se reconnaît pas dans les propositions actuelles et se sent incompris et délaissé ?

A partir de là, comment se porter à l'écoute du peuple : où en est-il ? Où en est le PCF ? Où en sont ses liens avec le monde du travail ? Avec les classes populaires ?

D'un point de vue stratégique

Reprenant notre réflexion collective sur la stratégie, nous pensons que nous nous heurtons à deux butoirs qui ne permettent pas d'avancer, mais qui sont intimement liés :

- L'absence d'un véritable projet politique porté par les communistes, qui ne doit pas être une construction de sommet aux fins de négociations électorales, mais un projet de société, actif, de réappropriation sociale, économique, culturelle, de paix, pour affronter le capitalisme ;

- Le deuxième butoir, c'est l'Union Européenne qui impose une perte totale de souveraineté nationale et populaire, sur la monnaie, sur le crédit et la finance, impose la loi du marché sur les entreprises, l'abandon des travailleurs, la concurrence libre et non faussée à tous les secteurs de la vie. Nous sommes prisonniers, sous le joug des institutions européennes. A quand l'ouverture d'un débat ?

Au vu des évolutions en Grèce, ne serons-nous pas contraints de courir après les événements ?



Pétition contre la censure et le négationnisme

Pétition contre la censure maccarthyste dans les bibliothèques universitaires adressée au président de l'université de Paris 1, M. le Professeur Philippe Boutry.

La maison d'édition Delga a été créée en 2004 après un mouvement d'usagers pour la défense d'un service public de qualité à la radio télévision. Le conflit concernait France Culture et déjà, la censure et la diffusion de contenus culturels de qualité respectant le pluralisme. Spécialisées dans les ouvrages de sciences humaines à grille de lecture marxiste, les éditions Delga se sont fait connaître en remettant en circulation des textes de M. Clouscard et de G. Lukacs. Puis le catalogue s'est étendu à des auteurs classiques dont les textes étaient devenus introuvables comme G. Politzer, É. Torner, H. Alleg, ou à ceux plus contemporains comme J. Salem, Y. Vargas, D. Losurdo, ou portant sur des sujets d'actualité ou d'histoire comme « URSS vingt ans après », « Ukraine, le coup d'état fasciste orchestré par les États-Unis », « Le socialisme trahi » et l'ouvrage dont il est question avec cette pétition « Les guerres de Staline ». Les ouvrages des éditions Delga ont petit à petit pris place dans nos bibliothèques parce qu'ils continuent le combat du livre marxiste que menaient autrefois les éditions sociales, et que ce combat est une tâche de première importance dans la bataille idéologique d'aujourd'hui. C'est pour ces raisons qu'ils subissent de la part des institutions culturelles et de leur réseau de diffusion, l'ostracisme ici dénoncé. La revue "Unir les Communistes" tient à se faire l'écho de ce combat, et apporte son soutien à la pétition lancée contre la censure de type maccarthyste dont les bibliothèques universitaires parisiennes font preuve, en refusant l'acquisition d'ouvrages dont la qualité et les auteurs ont une renommée internationale.

Un lecteur de la bibliothèque Pierre Mendès France de l'Université de Paris 1 Sorbonne ayant récemment proposé l'achat de l'édition française de l'ouvrage de Geoffrey Roberts, professeur à l'université de Cork en Irlande, « Les guerres de Staline », paru en 2014 aux éditions Delga, ouvrage publié en 2006 par les Editions de l'université Yale, s'est attiré la réponse suivante :

« L'ouvrage proposé, bien qu'écrit par un universitaire, ne nous semble pas a priori présenter la neutralité historique et scientifique nécessaire à son éventuelle intégration dans nos rayons. Les autres titres publiés par l'éditeur non plus ».

La direction de cette bibliothèque, contactée, tant sur l'ouvrage incriminé que sur les conditions à remplir par un éditeur pour que ses ouvrages puissent être acquis, a accumulé les réponses évasives. Une consultation des rayons consacrés à l'histoire de la Russie soviétique (puis URSS) au XXème siècle a montré que, depuis plus de quinze ans, ont été systématiquement achetés les ouvrages de publicistes propagandistes, tels Bernard-Henri Lévy et André Glucksmann, même de négationnistes avérés, tel Ernst Nolte. Dans la même période, n'ont pas été acquis les ouvrages scientifiques publiés en français tels ceux d'Arno Mayer, Michael Carley, Alexander Werth (dont le célèbre ouvrage La Russie en guerre, réédité en 2011, demeure absent), etc.

Cette censure est révélée dans un contexte particulier. Par exemple, à l'occasion de la célébration du soixante-dixième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, le ministre des Affaires étrangères polonais Grzegorz Schetyna a soutenu, le 21 janvier 2015, pour justifier la non-invitation de la Russie, que c'était les ukrainiens et non l'armée soviétique qui avaient libéré le camp d'extermination. Le premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, avait affirmé le 8 janvier, sans être davantage

contredit, que l'Union Soviétique avait agressé l'Allemagne en juin 1941.

Ces contre-vérités grossières n'ont provoqué aucune réaction officielle. Cette passivité n'est possible qu'en raison du manque de connaissance historique de l'opinion publique, résultat, entre autres, de la censure qui s'est étendue jusque dans les institutions universitaires. Longtemps tacite ou sournoise, celle-ci atteint désormais un niveau tel qu'une bibliothèque de Paris 1 Sorbonne ne se dissimule plus pour justifier l'interdit frappant un universitaire reconnu et tout le catalogue d'un éditeur progressiste.

Nous exigeons que soit mis fin à cette violation caractérisée de la déontologie scientifique et que la bibliothèque Pierre Mendès France de l'Université de Paris 1 Sorbonne respecte le pluralisme des publications scientifiques mises à la disposition des étudiants et autres usagers. Ceci vaut pour cette bibliothèque comme pour toutes les autres bibliothèques universitaires.

Non à la censure maccarthyste dans les bibliothèques universitaires !

Le dossier complet sur cette censure et la correspondance y afférente est disponible sur

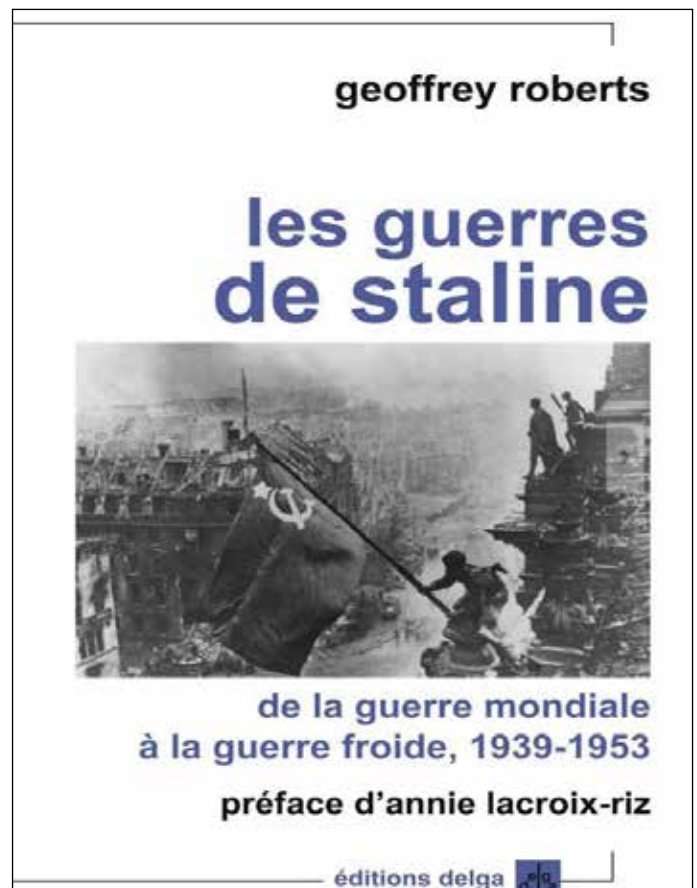
<http://www.historiographie.info/debats.html>

Godefroy Clair, ingénieur d'études à l'université Paris 8

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7

Aymeric Monville, directeur des éditions Delga.

Paris, 3 février 2015



Pour signer la pétition :

http://www.petitions24.net/signatures/petition_contre_la_censure_dans_les_bibliotheques_universitaires/



Union européenne : l'impossible démocratie

Peut-on concevoir une démocratie qui ne serait pas souveraine ?

L'exemple grec

par Bernard Trannoy

La crise grecque est révélatrice de la nature fascisante de cette construction hors de portée des peuples.

Quelle que soit l'issue de cette crise, que cela se solde par un défaut de la Grèce et une probable sortie de la zone Euro, par la reconnaissance du bien-fondé de la position grecque et un traitement politique de la dette, ou par une capitulation du gouvernement grec, les conséquences de cette crise sur l'UE et son image seront très profondes. Les derniers développements de la crise grecque montrent à l'évidence que le pouvoir de décision passe par Frankfort. C'est ainsi que, ce que l'Allemagne n'a pu réaliser avec la Wehrmacht, elle le réalise avec l'Euro.



L'U.E assure la pérennité de la domination du capital financier

La crise aura mis en pleine lumière l'opacité des processus de décision au sein tant de l'UE, que de l'Eurogroupe ou de la Banque Centrale Européenne. Elle aura souligné le caractère anti-démocratique de nombre de ces décisions et *son aversion profonde quant à la souveraineté des peuples*. Le caractère fascisant de cette structure conçue pour assurer la pérennité de la domination du capital financier apparaît dans toute son ampleur, le « *roi est nu* ».

Cette U.E n'est en dernière analyse que le club des vassaux des Etats-Unis, résumé par cette sortie d'un journaliste américain accrédité à Bruxelles : « *Il faut comprendre que le lobby le plus puissant ici, c'est l'Amérique du Nord elle-même* ». On ne peut que partager le point de vue de l'économiste Jacques Sapir lorsqu'il affirme : « *L'Union européenne a poursuivi dans cette négociation des objectifs eux aussi politiques : faire plier la Grèce afin de garantir qu'une remise en cause du cadre austéritaire voulu par l'Allemagne et par les pays qui ont accepté le rôle de vassaux de cette dernière, et il faut ici parler de l'Espagne, de la France et de l'Italie, ne puisse être remis en cause par des voies démocratiques.* ».

L'U.E. est une prison pour les peuples

L'U.E se révèle pour ce qu'elle est, une structure d'oppression et de répression, un ensemble non seulement anti-démocratique, mais aussi un ensemble dont les penchants fascisants émergent. Les dirigeants européens s'exonèrent de tout contrôle démocratique et enterrent ainsi le principe de souveraineté nationale. Ceci est illustré de manière brutale par Jean-Claude Juncker qui préside aux destinées de la toute puissante commission européenne: « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* ». Cette déclaration de Juncker n'a pas d'autres fins que d'exclure la souveraineté.

La déclaration de celui-ci va même plus loin, elle refuse à un pays le droit de remettre en cause des décisions prises dans les traités. Nous sommes bien aujourd'hui dans le cadre d'une nouvelle « **souveraineté limitée** ». L'Union européenne serait donc un système colonial sans métropole.

Mais, peut-être, n'est-il qu'un colonialisme par procuration. Derrière la figure d'une Europe soi-disant unie, mais qui est aujourd'hui divisée dans les faits par les institutions européennes, on discerne la figure des Etats-Unis, pays auquel Bruxelles ne cesse de céder, comme on l'a vu sur la question du traité transatlantique ou TAFTA, ou encore en ce qui concerne la crise ukrainienne.

L'U.E contre la souveraineté des peuples

Ce que cherche l'Union européenne, par le biais de l'Eurogroupe, c'est de cautériser le précédent ouvert par l'élection de janvier 2015 en Grèce. Il s'agit de faire la démonstration non seulement en Grèce, mais ce qui est bien plus important en Espagne, en Italie et en France, qu'on ne peut « *sortir du cadre de l'austérité* » tel qu'il a été organisé par les traités. L'important est donc de faire plier la Grèce non pas pour elle-même, mais pour ôter l'envie aux peuples d'Europe de se rebeller par voie électorale contre les diktats de Bruxelles et Francfort.

Retrouver la souveraineté, reconstruire la république, retrouver la démocratie

Cette révélation de la vraie nature de l'Union européenne conduit certains auteurs à la comparer à un « *fascisme mou* ». Laurent de Sutter, professeur de droit et directeur de collection aux Presses universitaires de France, donne ainsi cette explication : « *Ce délire généralisé, que manifestent les autorités européennes, doit être interrogé. Pourquoi se déploie-t-il de manière si impudique sous nos yeux ? Pourquoi continue-t-il à faire semblant de se trouver des raisons, lorsque ces raisons n'ont plus aucun sens – ne sont que des mots vides, des slogans creux et des logiques inconsistantes ? La réponse est simple : il s'agit bien de fascisme. Il s'agit de se donner une couverture idéologique de pure convention, un discours auquel on fait semblant d'adhérer, pour, en vérité, réaliser une autre opération* ».

Même si la formule de « *fascisme mou* » peut choquer. Il est clair aujourd'hui que la nécessité de retrouver tous les attributs attachés à la souveraineté devient un enjeu majeur du combat de classe.

C'est de notre capacité à maîtriser notre devenir commun qu'il s'agit

Face à cette réalité, le rôle du PCF est majeur ; faute de s'emparer de cette question fondamentale du peuple souverain, son existence même, devient incertaine. Il s'agit bien de se réapproprié une grille de lecture en termes de classes et, ce qui revient souvent au même, de sortir d'une vision erronée d'une société structurée autour d'une immense classe moyenne. Ce combat de classe à une dimension nationale évidente, il plonge ses racines dans une histoire de longue durée.

Faute de réponse à leurs attentes, les classes populaires sont conduites à déserté les urnes. Le rassemblement indispensable des classes populaires ne peut se faire que sur la base de réponses qui correspondent à leurs attentes, à leurs demandes de justice, de solidarité, de fraternité. Réponses qui doivent trouver leurs places dans une double construction autour d'un



programme inscrivant l'immédiat dans le cadre d'une visée, un projet de sortie du capitalisme vers un socialisme aux couleurs de la France.

On peut rassembler avec ou sans logos, mais pas sans un parti communiste organisé et porteur de son programme, le rassemblement ne s'oppose, ni à la visibilité du parti, ni à l'effort d'organisation, tout au contraire, il en est la condition première.

Avec cette U.E pas d'Europe sociale possible sans passer par la case sortie

A la remarque justifiée d'un camarade : « *Je ne comprends pas comment on peut croire à cette connerie d'une possible Europe sociale, pour moi cela dépasse mes capacités d'entendements ?* », qu'y répondre ?

« *Appliquer à l'UE actuelle, le slogan, "une autre Europe est possible" est devenu un mensonge. C'est une tromperie, dont seuls profitent ceux qui bénéficient de l'UE telle qu'elle est : les firmes privées dont le profit toujours plus élevé est la seule motivation. Car ce slogan retarde toute contestation fondamentale de l'UE, de ses institutions et de ses politiques.* » nous explique avec clarté Raoul Marc Jennar.

Comment croire possible qu'un ensemble aussi hétérogène (pays, cultures, économies, histoires) puisse fonctionner sous la férule d'une monnaie unique, s'appuyant sur la « *concurrence libre et non faussée* » ? Nous fallait-il, pour ne pas rompre avec les ultra-libéraux du PS nous poser en adorateur de ce nouveau "veau d'or" au risque d'y creuser notre tombe et celle des classes populaires.

C'est aussi pourquoi, dans son évolution récente, le capital européen veut créer une Europe des régions, calquée sur les

Länder allemands afin de rendre plus difficile la remise en cause de son pouvoir. Les élections régionales françaises des 6 et 13 décembre 2015 s'inscrivent dans ce cadre de fuite en avant vers la constitution de ce "*fascisme mou*" que serait une Europe fédérale liquidant les Etats-Nations.

Le NON au TCE de 2005 foulé aux pieds par l'UMPS est responsable de la défiance généralisée à l'égard du politique, de l'apparition d'un sentiment d'abandon qui parcourt les classes populaires. N'est-il pas temps de sortir de cet état de soumission aux dogmes européens ? Dogmes labellisés par le capital financier.

Il est temps, grand temps que nous revendiquions de nouveau le drapeau rouge et le drapeau tricolore pour l'alliance desquels tant de communistes ont donné leur vie.

Un PCF menant cette bataille de la reconquête de la souveraineté, serait l'élément déterminant pour faire reculer le FN.

Développer de nouvelles coopérations tous azimuts

Bien évidemment, il ne s'agit pas de pratiquer le vertueux retrait sur l'Aventin. Sortir de cette Europe, de cet Euro construits par et pour le capital, ne veut pas dire pratiquer l'isolement.

D'autres espaces de coopérations s'ouvrent, espaces à explorer, à investir. (BRICS, mais pas que...). La condition première pour cela est de reconquérir nos souverainetés. Un peuple ouvert à de large coopération ne saurait être que souverain, en l'absence d'une telle souveraineté, c'est la soumission qui devient la règle. La multiplication des échanges mutuellement avantageux, équilibrés devenant la règle.



Donbass, la révolution socialiste

(*) traduit du russe par Marianne Dunlop

Comme le passé est intéressant. Tout le monde était tellement passionné par les événements du Maïdan, puis très vite par la guerre dans le Donbass, que l'on n'a même pas remarqué l'éléphant. Je veux dire la révolution. Qui s'est avérée être aussi grosse qu'un éléphant, lequel est si grand qu'on ne le voit pas de près.

C'est juste que cette révolution n'a pas eu lieu à Kiev, en Ukraine. Enfin si, en Ukraine, mais pas dans toute l'Ukraine, seulement dans une de ses régions. Oui, ce sont des choses qui arrivent.

La révolution a eu lieu à Donetsk et à Lougansk.

Les événements d'avril et mai 2014 au Donbass, c'était tout simplement une révolution.

A Kiev, il n'y a pas eu de révolution

A Kiev, il y a eu un simulacre de révolution. En réalité, certains gros bonnets ont été éjectés du pouvoir par d'autres. Les voyous voleurs et agressifs Porochenko, Tourtchinouk, Iatseniouk et d'autres ont bouté hors de Kiev les truands repus et paresseux, Ianoukovitch et consorts. C'est tout. Le Maïdan était juste une couverture pour ce jeu de chaises musicales.

La seule chose qui peut être considérée comme plus ou moins révolutionnaire à Kiev est le renoncement au rôle de revendeur entre la Russie et l'Europe (mais ne me dites pas que M. Ianoukovitch était pro-russe, il mangeait à tous les râteliers, ce qui a causé sa perte) au profit d'une ligne résolument pro-occidentale et euro-américaine.

De même, en politique intérieure : contrairement à Ianoukovitch qui ménageait la chèvre et le chou, les dirigeants actuels ont fait un choix clairement pro-occidental, ukrainien, antirusse.

Mais le système socio-économique en Ukraine n'a pas changé.

Comme avant, c'est une oligarchie post-soviétique, avec au pouvoir la ploutocratie, la bourgeoisie, le jeune capitalisme aux dents longues. La classe dirigeante est constituée comme avant de nouveaux riches. Ils ont juste échangé leurs places. Quant au peuple, sa fonction de masse électorale manipulée par les démocrates est restée inchangée.

Mais ça c'est à Kiev. En Ukraine.

... alors qu'au Donbass – à Donetsk et Lougansk – s'est produite une révolution

Oui, tout a commencé comme un projet de l'oligarque Akhmetov pour créer son propre fief comme son compère Kolomoïsky. Mais Akhmetov s'est montré faible et stupide. Il n'a pas compris à quoi il avait affaire et n'a pas su garder la situation sous contrôle.

La puissance de l'anti-maïdan dans le sud-est a été immense, la population pro-russe du Donbass était révoltée par la russophobie qui régnait à Kiev, puis il y a eu les événements en Crimée...

Résultat, Akhmetov n'a rien pu faire.

Akhmetov pensait qu'il marcherait sur la tête du peuple, comme Porochenko avec ses partenaires à Kiev, et mettrait ses gens à des postes clés au Donbass. Qu'il parlerait sur un pied d'égalité avec Kiev. Mais c'est le contraire qui s'est passé. Sur la vague des protestations pro-russes et anti-maïdan sortirent du peuple des dirigeants, formant une nouvelle élite régionale.

Et ce sont ces nouveaux dirigeants qui marchèrent sur la tête des gens d'Akhmetov, s'emparant des bâtiments administratifs à Donetsk et Lougansk.

Et l'exemple de la Crimée a enthousiasmé les foules

Et avec un exemple c'est toujours plus facile. Et il en fut ainsi.

Il y a eu aussi Poutine, clamant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui a fortement motivé les habitants du Donbass à déclarer leur indépendance. Et qui a donné de l'assurance aux nouveaux dirigeants nationaux. Poutine a tout simplement omis de dire que ce droit concernait seulement les habitants de la Crimée, et pas ceux du Donbass. Mais le peuple a compris à sa manière. Le peuple a compris que le plus grand peuple divisé, ce ne sont pas seulement les criméens, mais les habitants du Donbass aussi. Le peuple a compris que si c'était possible pour la Crimée, c'était également permis pour le Donbass. Si la Crimée a été sauvée, le Donbass sera défendu si besoin.

Et cela ne donnait pas seulement de la force au peuple, mais aussi aux représentants du peuple, aux dirigeants du mouvement pour l'indépendance issus du peuple, cela leur donnait de la force et de la confiance.

Et ils ont senti qu'elle était là, la République populaire, à portée de main. Il y avait un risque, bien sûr. Mais il suffirait de tenir bon un jour, et puis une nuit, il suffirait d'organiser un référendum et le tour serait joué. Et dès lors, la Russie les reconnaîtrait. Comme la Crimée. Sur la base des résultats du référendum – la plus démocratique des procédures au monde.

Et le peuple exalté, plein de confiance dans le soutien de la Russie, guidé par ses nouveaux dirigeants – Goubarev, Boroday, Mozgovoy, Bezler, Pouchiline etc. – a renversé l'ancien régime.

La situation a tout simplement échappé au contrôle d'Akhmetov. Tandis que Kiev avait les yeux ailleurs. Et que le Kremlin s'occupait de la Crimée.

C'est ainsi que le peuple de Donetsk et Lougansk a renversé le gouvernement précédent. Il a mis à la porte Tarouta et les représentants de la bourgeoisie, du capitalisme et de l'oligarchie, tant ukrainiens que russes. Le peuple a mis tout le monde à la porte – les gens d'Akhmetov et ceux de Porochenko –, tous.

Telle est l'essence de la révolution qui a eu lieu dans le Donbass,

le peuple a renversé le régime bourgeois.

Il y a eu une révolution socialiste

Et c'est après seulement que cette révolution a commencé à avoir des problèmes. La révolution s'est heurtée à un grand nombre de contradictions et de problèmes non résolus. Mais après, seulement après qu'elle ait eu lieu.

La principale difficulté résidait en ce que la Russie, avec qui les gens du Donbass voulaient une union économique, était restée elle-même un Etat capitaliste bourgeois. Et pour la Russie bourgeoise, un Donbass socialiste n'est pas seulement indésirable, mais dangereux. Parce que pour la bourgeoisie et le capitalisme, le socialisme est parfaitement contre-indiqué. Surtout, quand ce n'est pas un socialisme bourgeois à la suédoise, mais le rude socialisme du peuple russe, avec une empreinte soviétique très marquée.

Voilà pourquoi le Kremlin a pris une longue pause en avril et mai. Le Kremlin ne savait pas comment réagir. D'un côté, voici un mouvement pro-russe, qu'il faudrait normalement soutenir. Mais de l'autre, c'est du pur socialisme, une véritable contre-révolution par rapport à 1991. C'était le pire cauchemar pour le capitalisme sauvage post-soviétique, la ploutocratie et la bourgeoisie, qui, en Russie ne diffère pas fondamentalement de l'ukrainienne (mis à part le fait que la bourgeoisie russe, contrairement à l'ukrainienne, a décidé de ne pas ruer dans les brancards, mais de prendre Poutine comme gardien du troupeau et d'en faire une idole, de quoi elle a pu se féliciter plus d'une fois).

Quoi qu'il en soit, le Kremlin a subi comme un choc cognitif. Des sentiments pro-russes et anti-bourgeois simultanément. Dans le même flacon. Des cornichons avec du lait. Bon appétit.

Deux mois durant, les tours du Kremlin se sont entrechoquées, essayant de se dépêtrer de ce miracle du Donbass et de sortir de ce putain de piège dans lequel on était tombé avec le retour de la Crimée au port, avec cette nullité épique d'Akhmetov et la folle « *Peremoga* » (Victoire) de Kiev, qu'elle soit trois fois maudite en compagnie de lanoukovitch, qui s'est avéré être la dernière des lavettes.

A l'issue de longues nuits d'insomnie, le Kremlin est parvenu à la seule solution qui pouvait venir à l'esprit de capitalistes, après avoir versé beaucoup de larmes devant ce cruel dilemme.



Statue du mineur datant de l'époque soviétique et portant les stigmates de la guerre dans le Donbass. Les mineurs ont été le fer de lance de la toute récente révolution socialiste dans le Donbass...

La solution du problème était que l'esprit russe c'est très cool et très sympa, mais les affaires sont les affaires

Le peuple russe est certainement le plus grand peuple divisé, le plus cher, le plus aimé, mais seulement après l'argent. L'argent est plus cher. L'argent est plus aimé. D'abord l'argent, et ensuite le plus grand peuple divisé.

En fin de compte, ils ont décidé de... oui, de faire tourner casaque à la révolution socialiste dans le Donbass. Prendre le contrôle, éliminer, rendre le Donbass à l'Ukraine, et seulement alors, quand on en aura fini avec la République populaire et le socialisme dans le Donbass et quand ce sera de nouveau la bourgeoisie, la ploutocratie, et le capitalisme naïf comme à Moscou et à Kiev – alors le Kremlin sera une fois de plus très, très ami avec le peuple russe, le plus grand peuple divisé au monde.

Voilà le problème rencontré par la révolution socialiste d'avril dans le Donbass.

Certes, ce ne fut pas le seul problème.

Le deuxième problème, c'est l'absence d'une idéologie claire et d'un programme socio-économique

Et c'est d'ailleurs ce manque d'idéologie et de programme qui dénote le caractère populaire de la révolution. Parce que si la révolution avait été provoquée par des « *technologies politiques* » (cf. révolutions oranges), ou par le Parti communiste, il en aurait été tout autrement concernant l'idéologie et le programme. Autrement dit, ils n'auraient peut-être pas été idéaux, mais ils auraient certainement existé. Et comme la révolution a été accomplie par le peuple et des leaders populaires qui six mois auparavant étaient loin de penser à tout cela, ils n'avaient aucune idéologie cohérente et aucun programme.

Chacun des chefs de la « *Nouvelle Russie* », bien sûr, avait ses propres opinions et ses convictions. Communistes, monarchistes, parfois même anarchistes. Il y avait aussi des nationalistes. Un drôle d'attelage.

Il n'y avait pas de programme. D'où des problèmes avec l'édification de l'Etat dans les républiques. Des problèmes avec l'unité de commandement. Des problèmes avec l'économie nationale, la politique, la loi. D'où le faible soutien de la population.

Oui, c'était la révolution d'un peuple. Il voulait éliminer les oligarques – à la fois ceux de Kiev et d'Akhmet – et le peuple les a éliminés les uns et les autres.

Mais quand le peuple a vu que les nouveaux dirigeants – Goubarev, Boroday, Pouchiline etc. – n'avaient aucun programme cohérent, ne savaient pas quoi faire et quoi offrir, le peuple tout naturellement s'est assis sur son canapé et a commencé à réfléchir, non moins intensément que ces messieurs du Kremlin, se demandant, « que faire maintenant ? ».

Et qui sait comment la question aurait été tranchée si on avait laissé le Donbass tranquille – il est probable que, après un certain temps, il aurait même accepté d'être aux mains des représentants les moins odieux de Kiev, du moment qu'ils étaient capables de gérer la région.

Mais là, Kiev a indiqué la marche à suivre, en commençant à tirer

Et les préoccupations des habitants du Donbass se sont rapidement détournées des programmes politiques et socio-économiques pour se consacrer aux problèmes de la survie la plus élémentaire. Ils ont commencé à choisir non pas entre les politiciens, communistes ou monarchistes, mais entre les moyens de survie – décamper en Russie, prendre les armes sur place ou se cacher dans une cave et espérer que Dieu existe et qu'il soit aussi bon qu'on le dit.

Après que Strelkov en dépit des promesses n'ait pas été tué à Slavyansk, mais se soit occupé de la défense de Donetsk et que la guerre ait commencé à s'installer dans la durée, le Kremlin a



réalisé que sans intervention militaire, ce pourrait être encore pire. Si le Donbass d'une manière ou d'une autre réussissait à repousser les attaques, il pouvait en résulter non pas le retour au bercail des Républiques, mais la grande et terrible socialiste « *Nouvelle Russie* » avec Odessa et Kharkov. Et alors là, bonjour les dégâts.

Alors le Kremlin, par les menaces et le chantage, a réussi à extirper Strelkov de « *Novorossia* » et à mettre en place ses hommes, les soutenir en ravitaillement, armes et « *militaires en congé* ».

En conséquence, le caractère populaire et révolutionnaire des Républiques, après un an seulement, s'est réduit comme une peau de chagrin. De populaires, les Républiques sont devenue fantoches.

La révolution s'est pour l'essentiel dissoute. Bien que pas complètement, mais dans une large mesure.

Cependant, le fait qu'il y a un an, ait eu lieu une révolution socialiste dans le Donbass, les événements ultérieurs n'y changeront rien.

Garder les acquis de la révolution reste assez problématique, mais la révolution a eu lieu

Le Donbass, finalement, a fait ce que le peuple ukrainien voulait faire à Kiev – renverser la bourgeoisie et établir le pouvoir du peuple. Seulement à Kiev, il s'agissait d'une mise en scène, et tout le processus a été contrôlé par des scénaristes expérimentés. Et donc à Kiev, le peuple a été traditionnellement floué par la démocratie, comme un électorat privé de ses droits.

Dans le Donbass, il n'y a pas eu de scénario ; le processus s'est déroulé hors contrôle. Le Kremlin a pensé qu'il s'agissait d'un projet de l'oligarque Akhmetov, Kiev étant occupé à ses propres affaires ; mais Akhmetov n'a pas réussi à manœuvrer et a été éjecté.

En conséquence, le Donbass a réussi ce que le peuple d'Ukraine espérait faire à Kiev. Seulement l'orientation n'était pas pro-occidentale, mais pro-russe.

Et parce que les gens du Donbass ont réussi ce qui a raté à Kiev, mais dans le sens d'un rapprochement avec la Russie, parce que le bassin minier a obtenu quelque chose que convoitaient les gens de Kiev et le reste des Ukrainiens et dont ils ont été dépossédés – les partisans du Maidan n'en ont eu que plus de fureur envers chaque veste matelassée, chaque habitant du Donbass ou « *Moscal* » de tout poil. Et cela n'a fait qu'envenimer le conflit. Mais cela est une autre histoire.

Quant à la révolution, elle a bien eu lieu.

Mais tout le monde ne l'a pas remarquée. Comme l'éléphant. Il est si grand que de près on peut ne pas le voir.

Texte traduit du russe par Marianne Dunlop et tiré du site : <http://kprf.ru/international/ussr/143119.html>

UNIR

LES COMMUNISTES

revue@lepcf.org

http://lepcf.fr

chez Pascal Brula, 5 rue des Farges, 69005 Lyon

Directeur de publication Pierre-Alain Millet / pam@utopies.org

Secrétaire de rédaction et abonnements Pascal Brula / pascal.brula@wanadoo.fr

Maquettiste Colette Harpon

Illustrateur Loïc

Comité de rédaction

Caroline Andréani / Paul Barbazange / Marie-Christine Burricand / Pascal Brula / Jean-Pierre Djukic / Emilien Estur / Colette Harpon /
Marc Harpon / Pierre-Alain Millet / Gilbert Rémond / Laurent Santoire / Bernard Trannoy

Contacts par mail

caro.andreani@gmail.com / barbazange.paul@wanadoo.fr / mc.burricand@free.fr / jp.djukic@orange.fr / emilien.estur@gmail.com /
hermogene@hotmail.fr / gilbert.remond@club-internet.fr / lsantoir@aliceadsl.fr / bernard.trannoy@orange.fr

Gilles Questiaux a décidé de quitter le comité de rédaction de la revue.

Son analyse de la manifestation du 30 mai, publiée très tôt, n'était pas partagée.

Au-delà, sa décision confirme l'importance de la reconstruction de cet « intellectuel collectif », condition de l'existence d'un parti communiste. Nous ne pouvons que regretter son retrait et souhaiter que le réel qui bouscule tant de choses crée de nouvelles situations de rencontres et de convergences.

Nous n'avons pas encore trouvé la réponse à l'émiettement communiste, c'est un constat, une situation proche de « à chacun sa ligne, à chacun son blog ».

Mais nous continuerons à travailler avec toutes les forces communistes pour faire grandir les résistances et les consciences. Et nous savons que l'histoire nous joue des tours...

En association avec

Faire Vivre et Renforcer le PCF : www.lepcf.fr

Le site bibliographique du Réseau : www.pcfbassin.fr

Changement de Société : <http://socio13.wordpress.com>

**Abonnés
2014
Pensez à
renouveler
votre
abonnement
!**

Coupon d'abonnement

Je souhaite m'abonner au Trimestriel *Unir les Communistes*
pour **1 an** au tarif de **12 €** soit 4 numéros l'année

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Courriel : _____

Chèque bancaire à l'ordre de *Faire Vivre et Renforcer le PCF*
chez Pascal Brula, 5 rue des Farges, 69005 Lyon.